



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

Lucerne, le 11 décembre 2009

Communiqué de presse

La Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police donne un carton rouge aux Chambres fédérales

Une fois encore, les Chambres fédérales ont pris au cours de leur présente session d'hiver une décision que la Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP estime inconcevable : à l'avenir, les entreprises privées pourront elles aussi être mandatées pour relever les données biométriques nécessaires à l'octroi de visas pour la Suisse et pour l'espace Schengen. Hier jeudi, le Conseil national s'est rallié sans réagir aux vues du Conseil des Etats et a rejeté la proposition de la conférence de conciliation. «Une fois de plus, nous sommes profondément déçus par le délire de privatisation que manifeste la politique fédérale», commente Max Hofmann, secrétaire général de la FSFP à propos de la décision de la Chambre basse du Parlement fédéral. Pour la Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police, donner à des instances privées l'accès au système central d'informations sur les visas et, par la même occasion, à une base de données d'envergure européenne constitue une erreur politique capitale. Afin d'expliquer l'indignation de sa Fédération, Max Hofmann déclare que ces données hautement sensibles relevant de la sécurité, à savoir des photos d'identité et des empreintes digitales enregistrées sous forme électronique, ne doivent en aucun cas tomber dans de mauvaises mains. Il est convaincu qu'il existe suffisamment de tâches pouvant être assurées par les entreprises privées, sans que l'Etat n'ait à sous-traiter des compétences souveraines. En revanche, la FSFP est fermement opposée à ce que la Suisse, en cédant du matériel d'information hautement sensible, commercialise également ses compétences souveraines. Une étude réalisée à sa demande, il y a quelque temps déjà, par l'Université de Berne soulignait clairement la problématique provoquée par la sous-traitance de tâches étatiques à des entreprises privées : ses auteurs déconseillent expressément toute privatisation, si la sphère privée des personnes est concernée. «Les autorités politiques veulent faire un nouveau pas en direction de la privatisation, ce qui nous est intolérable. Nous devons donc leur présenter un carton rouge», proteste énergiquement Max Hofmann.

Pour de plus amples informations :

Heinz Buttauer, président fédératif FSFP, tél. 076 433 16 28

Max Hofmann, secrétaire général FSFP, tél. 076 381 44 64